



REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA
ASAMBLEA NACIONAL
Diputada María Corina Machado
Estado Miranda

Caracas, le 23 novembre 2015

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président,

L'union des démocrates ne saurait attendre.

Les atroces attentats commis à Paris le 13 novembre dernier ont bouleversé les repères que nous avons du monde. Comme vous l'avez affirmé, nous sommes face à une guerre, une guerre déclarée contre une valeur sans laquelle ce qu'il y a de plus essentiel, la dignité humaine, ne peut se déployer. Une guerre déclarée contre la liberté.

Les ennemis de la liberté prolifèrent avec une virulence particulière là où ne règne pas l'État de droit, là où les institutions sont faibles, là où sont encouragés les discours justifiant la violence, là où elle est pratiquée et où sont créés des réseaux de soutien à ceux qui la pratiquent.

Dans le Venezuela actuel, comme vient de l'exprimer Felipe Gonzalez, s'est imposée une « tyrannie arbitraire ». Nous constatons que les institutions, en cours de démantèlement, n'y sont plus guère qu'un masque toujours plus transparent qui cherche à occulter un large éventail d'activités criminelles allant du trafic de drogues au terrorisme en passant par le trafic d'armes.

Depuis l'arrivée au pouvoir du chavisme, le Venezuela a systématiquement subi une rupture de ses liens traditionnels avec les pays démocratiques, comme avec la démocratie elle-même, par le primat donné aux relations avec des régimes autoritaires de toute espèce – Cuba, la Syrie, la Biélorussie, l'Iran, l'Irak de Saddam Hussein, la Lybie de Kadhafi – et avec des organisations qui vont des filières de la drogue aux guérillas et aux groupes terroristes tels que les FARC, l'ETA, le Hezbollah, l'ELN. Pire encore, des fonctionnaires vénézuéliens du plus haut niveau – civils et militaires – sont soupçonnés d'être directement impliqués dans le trafic de drogue, qui, on le sait, constitue l'une des principales sources de financement du terrorisme international protéiforme.

Le régime vénézuélien actuel est une menace pour la liberté et pour le droit. Dans le nouveau contexte mondial, le maintien au pouvoir du chavisme ne toucherait pas uniquement

les Vénézuéliens : Le Venezuela achèverait sa mutation en État voyou et, profitant de sa position géographique stratégique et de ses nombreuses ressources, il se changerait en une formidable plateforme pour toute sorte d'activités hostiles à tout ordre civilisé.

Nous, les démocrates vénézuéliens, prêtons et avons prêté secours à quiconque lutte pour la liberté. C'est pourquoi notre solidarité avec la République française est aujourd'hui totale. Et c'est également pourquoi, c'est à la France, en tant que fondement de la démocratie moderne, que nous demandons secours.

Le chavisme est à l'agonie. On le perçoit dans le moindre endroit du pays, on le constate dans tous les sondages. Les élections législatives qui se tiendront le six décembre prochain vont constituer un tournant capital. Face à l'inéluctable, la violence du régime est en recrudescence. Monsieur Maduro, s'adressant à l'opposition le 17 novembre, déclarait : « Vous pouvez commencer à faire vos prières pour que la révolution triomphe le six décembre pour qu'il y ait la paix et la tranquillité, parce que sinon, nous, on descend dans la rue et nous, quand on est dans la rue, ça craint. »

Monsieur le Président, les temps sont dangereux pour la France, pour le Venezuela, pour la liberté. Nous, les démocrates du monde, agissons en fonction de valeurs universelles. L'union des démocrates — répétons-le — ne saurait attendre. C'est là un impératif moral et politique. Comptez sur nous dans la guerre contre le terrorisme. Nous comptons sur vous pour que la voix de la France s'élève en faveur du respect d'une expression limpide et pacifique de la souveraineté populaire au Venezuela, condition indispensable de la transition démocratique et de la stabilité régionale.

Vive la liberté ! Vive la France ! Vive le Venezuela !

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Machado', enclosed within a faint circular watermark or stamp.

María Corina Machado
Députée à l'Assemblée Nationale du Venezuela